



Dépêche No. 579 | 30 novembre 2022

# Réduction de la pollution et protection de l'environnement : Les Sénégalais réclament plus d'efforts de la part du gouvernement

Dépêche d'Afrobarometer No. 579 | Abdoulaye Diagne, Mamadou Abdoulaye Diallo et Soukeyna Diallo

## Résumé

L'air de la capitale sénégalaise est parmi les plus pollués au monde, affichant un taux moyen de particules fines sept fois plus élevé que la recommandation de l'Organisation Mondiale de la Santé (Dewast, 2019 ; Dumas, 2019 ; Jenik, 2018 ; BBC, 2019).

Cette dégradation de la qualité de l'air à Dakar est l'un des défis environnementaux auxquels est confronté le Sénégal, où la pollution des rivières et plages, la prolifération des déchets solides et des eaux usées, la pratique de l'incinération des déchets, et les impacts de la pêche industrielle et les grands projets de construction d'infrastructures aggravent la situation et entraînent des conséquences néfastes sur la santé et les conditions de vie des populations (Kane, 2019 ; Ehui, 2020). On peut anticiper que l'exploitation des ressources naturelles contribuera à exacerber cette dégradation de l'environnement (Ba, 2019).

Le gouvernement du Sénégal s'est engagé à renforcer les dispositifs existants en matière de protection de l'environnement, notamment en signant et en ratifiant diverses conventions régionales et internationales y afférentes. Sa volonté politique est manifestée à travers le Code de l'Environnement (Centre de Suivi Ecologique, 2020) et confirmée par la création, déjà en 2009, du Centre de Gestion de la Qualité de l'Air, qui gère six stations de mesure réparties dans la ville de Dakar avec un laboratoire mobile qui effectue des mesures dans des endroits ciblés (Direction de l'Environnement et des Etablissements Classés, 2022). Dans sa lettre de politique sectorielle couvrant la période 2021-2025, le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable s'est engagé à améliorer la lutte contre la déforestation et la dégradation des terres, la conservation de la biodiversité, la gestion des aires protégées et des zones humides, et la lutte contre les pollutions, nuisances et effets néfastes des changements climatiques (Traoré, 2021).

Cette dépêche rend compte du module d'enquête spécial inclus dans le questionnaire Afrobarometer Round 9 pour explorer les expériences et les perceptions des citoyens sur la gouvernance environnementale et l'extraction des ressources naturelles.

Les résultats font ressortir que pour la majorité des Sénégalais la pollution de l'environnement est un problème grave dans leur communauté et rejoint l'assainissement et la gestion des déchets parmi les trois problèmes environnementaux les plus importants du pays. Les sacs en plastique sont une source majeure de pollution aux yeux des Sénégalais.

Ils pensent que les citoyens ordinaires devraient être les premiers responsables dans la lutte contre la pollution, mais ils restent également insatisfaits des efforts du gouvernement dans la réduction de la pollution et dans la protection de l'environnement.

Par ailleurs, sur l'exploitation des ressources naturelles qui ont lieu près de leur communauté, les citoyens s'accordent à dire que les avantages l'emportent sur les impacts environnementaux. Toutefois, ils souhaitent que l'extraction des ressources naturelles soit réglementée plus étroitement par le gouvernement afin de réduire les impacts négatifs sur l'environnement.

## L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie. Huit rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 39 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 9 (2021/2022) sont en cours. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe Afrobarometer au Sénégal, dirigée par le Consortium pour la Recherche Économique et Sociale (CRES), a interviewé 1.200 adultes sénégalais en mai et juin 2022. Un échantillon de cette taille donne des résultats avec une marge d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes ont été précédemment réalisées au Sénégal en 2002, 2005, 2008, 2013, 2014, 2017 et 2021.

## Résultats clés

- Sept Sénégalais sur 10 (69%) considèrent que la pollution dans leur communauté, telle que l'accumulation d'ordures ou l'altération de la qualité de l'air, de l'eau ou de la terre, est « un peu grave » ou « très grave ».
- Aux yeux des citoyens sénégalais, la pollution de l'air, la gestion des déchets et la pollution de l'eau sont les trois problèmes environnementaux les plus importants.
- Plus de huit Sénégalais sur 10 (85%) sont d'avis que les sacs en plastique sont une source majeure de pollution au Sénégal.
- La majorité (54%) des répondants affirment que les citoyens ordinaires sont les premiers responsables de la réduction de la pollution et de la propreté de leur communauté. Un quart (24%) des citoyens estiment que cette responsabilité revient au gouvernement national, et 16% l'attribuent aux collectivités locales.
- La majorité des citoyens désapprouvent la performance du gouvernement dans la réduction de la pollution et la protection de l'environnement (56%) et estiment qu'il devrait faire « un peu plus » ou « beaucoup plus » qu'il ne fait actuellement (88%).
- En matière d'exploitation des ressources naturelles dans leur voisinage, la majorité des Sénégalais trouvent que les citoyens ont voix au chapitre des décisions prises (64%), que les communautés perçoivent une juste part des revenus (54%), que les avantages dépassent les coûts environnementaux (53%), mais qu'il faut renforcer la réglementation environnementale (82%).

## Pollution et gouvernance environnementale

### *Ampleur de la pollution*

Selon les récentes données d'Afrobarometer, sept Sénégalais sur 10 (69%) considèrent que la pollution dans leur communauté, telle que l'accumulation d'ordures ou l'altération de la

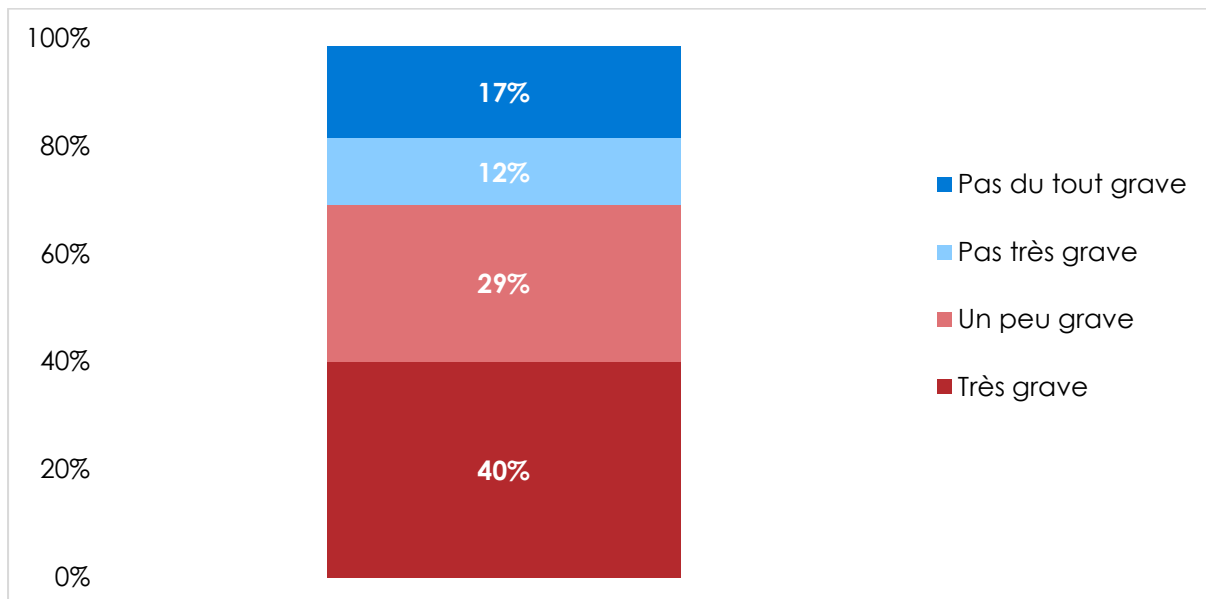
qualité de l'air, de l'eau ou de la terre, est « un peu grave » (29%) ou « très grave » (40%) (Figure 1).

Les personnes vivant dans les villes (73%) et dans la zone Centre<sup>1</sup> (73%) sont plus préoccupées par la pollution que ceux qui vivent en milieu rural (65%) et dans les autres zones du pays (Figure 2). Les préoccupations concernant la pollution semblent croître avec le niveau de pauvreté vécue,<sup>2</sup> allant de 65% des plus nantis à 74% des moins nantis. Les plus instruits (79%) et les plus jeunes (70%) sont plus enclins à se préoccuper de la pollution que les moins instruits (65%-69%) et les personnes plus âgées (64%).

Un quart (24%) des Sénégalais considèrent la pollution de l'air comme le problème environnemental le plus important de la communauté, suivi par l'élimination des déchets et la pollution des sources d'eau (cité par 19% chacun) (Figure 3). De plus, trois répondants sur 10 soulignent que le problème environnemental le plus important reste l'assainissement des déchets humains (15%) ou la déforestation (15%).

Une écrasante majorité (85%) des Sénégalais sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » pour dire que les sacs en plastique sont une source majeure de pollution dans leur pays (Figure 4). Cet avis est fortement répandu à travers les groupes démographiques clés même s'il l'est moins chez les résidents de la zone Sud/Est (75%) (Figure 5). Les personnes âgées (90%) et les plus instruits (93%) sont les plus enclins à désigner les sacs en plastiques comme une source importante de pollution.

**Figure 1 : Ampleur de la pollution dans la communauté | Sénégal | 2022**

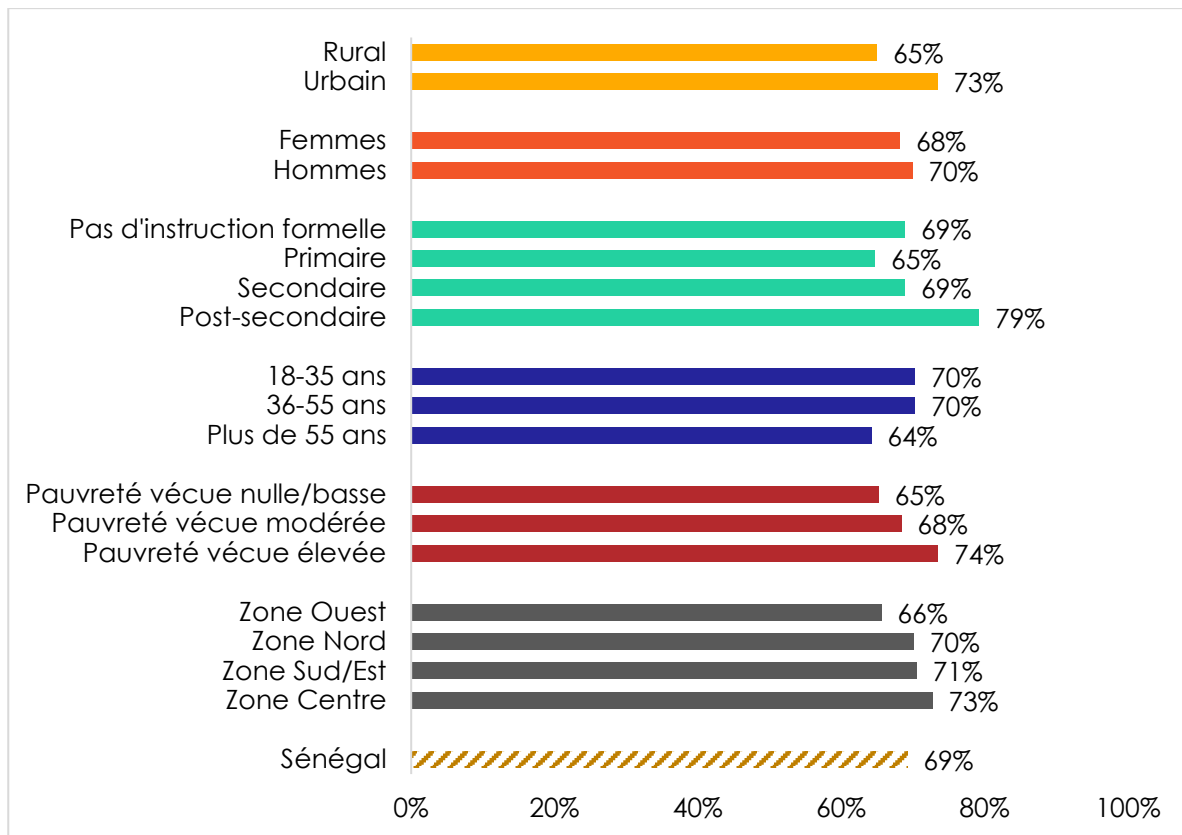


**Question posée aux répondants :** *Quelle est la gravité d'un problème de pollution, comme l'accumulation de déchets ou d'ordures, ou des dommages à la qualité de l'air ou de l'eau, dans votre communauté ?*

<sup>1</sup> Zone Ouest – Dakar, Thiès ; Zone Nord – Louga, Saint-Louis, Matam ; Zone Centre – Diourbel, Kaolack, Fatick, Kaffrine ; Zone Sud/Est – Ziguinchor, Sédhiou, Kolda, Tambacounda, Kédougou

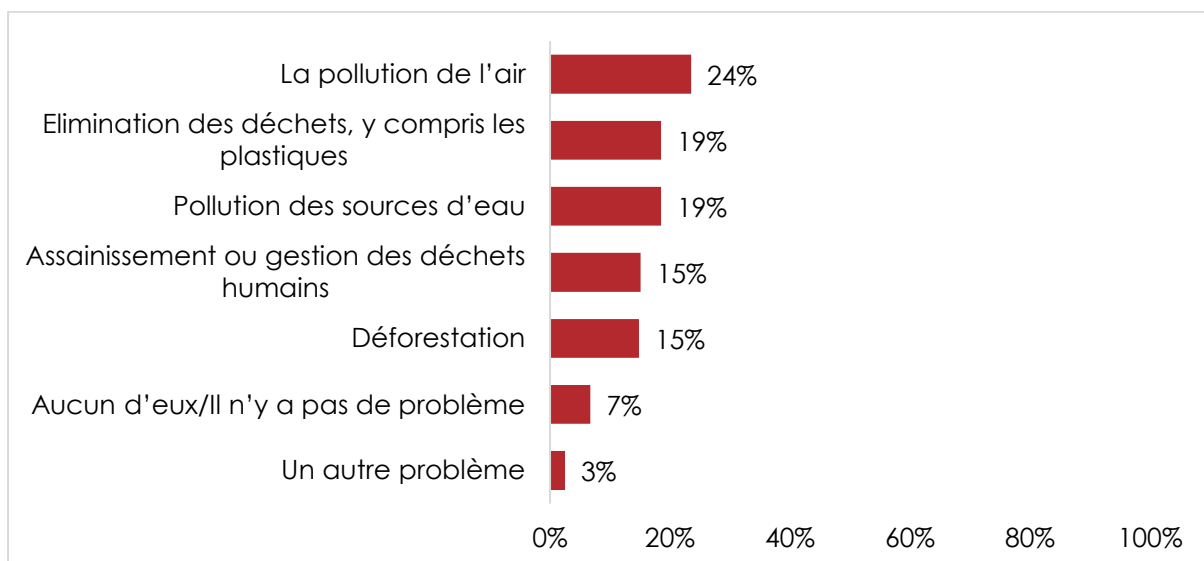
<sup>2</sup> L'Indice de la Pauvreté Vécue d'Afrobarometer mesure les niveaux de privation matérielle des répondants en demandant à quelle fréquence eux-mêmes ou leurs familles ont dû vivre sans les nécessités de base (assez de nourriture pour manger à sa faim, assez d'eau pour les besoins domestiques, les soins médicaux, assez de combustible pour la cuisson des repas, et un revenu en espèces) au cours de l'année précédente. Voir Mattes (2020) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.

**Figure 2 : Pollution un problème grave dans la communauté | par groupe démographique | Sénégal | 2022**



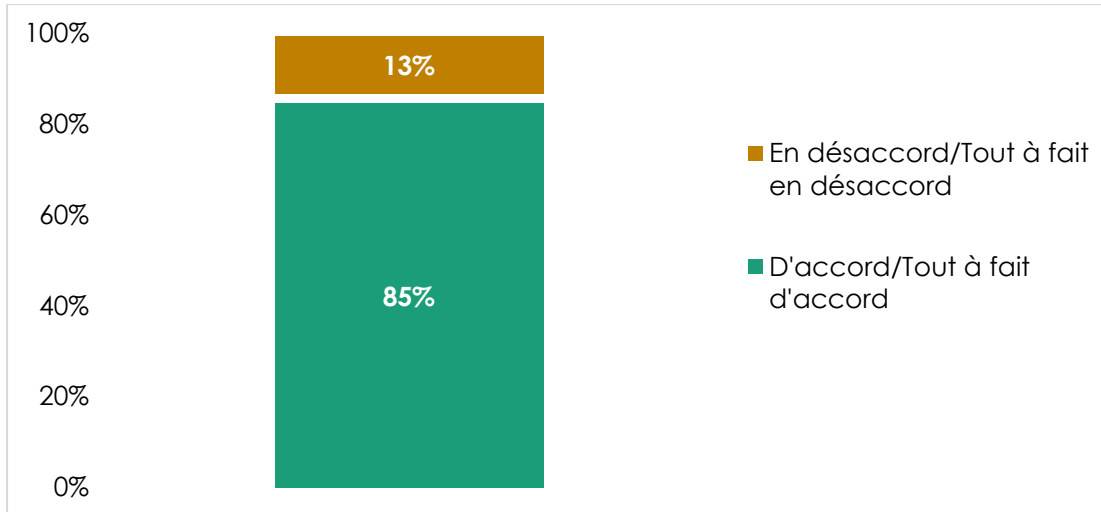
**Question posée aux répondants :** Quelle est la gravité d'un problème de pollution, comme l'accumulation de déchets ou d'ordures, ou des dommages à la qualité de l'air ou de l'eau, dans votre communauté ? (% qui disent « un peu grave » ou « très grave »)

**Figure 3 : Problème environnemental le plus important dans la communauté | Sénégal | 2022**



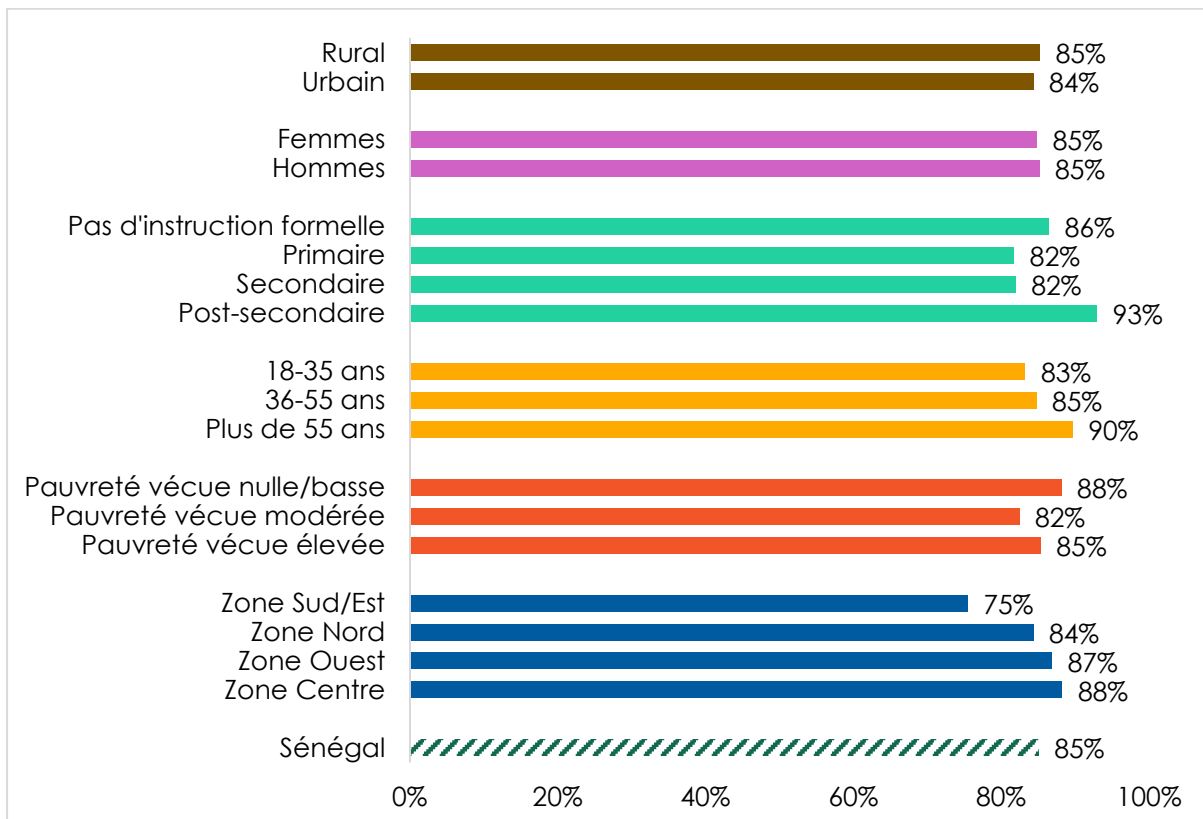
**Question posée aux répondants :** Lequel des éléments suivants est le problème environnemental le plus important dans votre communauté aujourd'hui ?

**Figure 4 : Les sacs plastiques sont-ils une source majeure de pollution dans ce pays ? | Sénégal | 2022**



**Question posée aux répondants :** Veuillez me dire si vous êtes en accord ou en désaccord avec l'affirmation suivante : Les sacs plastiques sont une source majeure de pollution dans ce pays.

**Figure 5 : Les sacs plastiques sont une source majeure de pollution | par groupe démographique | Sénégal | 2022**



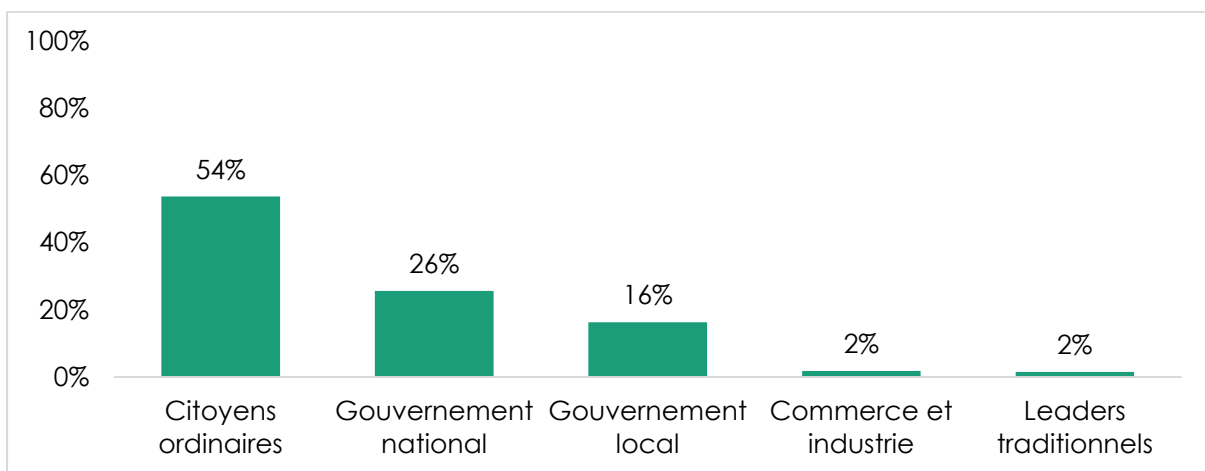
**Question posée aux répondants :** Veuillez me dire si vous êtes en accord ou en désaccord avec l'affirmation suivante : Les sacs plastiques sont une source majeure de pollution dans ce pays ? (% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord »)

### Protection de l'environnement

Pour les Sénégalais, la protection de l'environnement commence dans les ménages. La majorité (54%) des répondants affirment que les citoyens ordinaires devraient être les premiers responsables de la réduction de la pollution et de la propreté de leur communauté (Figure 6). Ensuite, le quart (26%) des citoyens estiment que cette responsabilité revient au gouvernement national, et 16% des répondants l'attribuent aux collectivités locales.

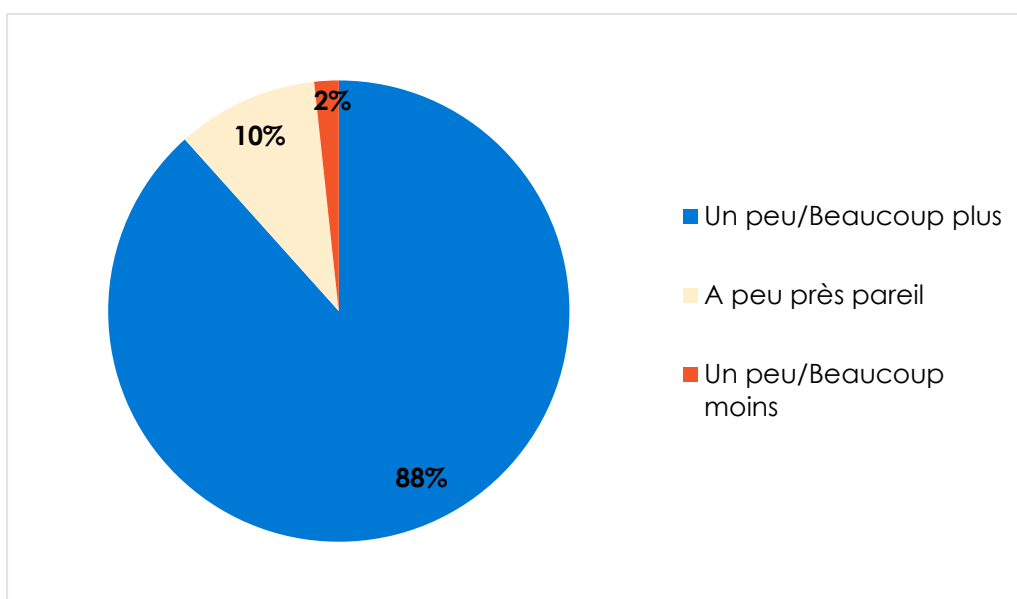
Près de neuf Sénégalais sur 10 (88%) pensent que le gouvernement devrait faire plus que ce qu'il fait actuellement pour limiter la pollution et protéger l'environnement (Figure 7), dont 74% souhaitent que le gouvernement fasse « beaucoup plus » d'efforts.

**Figure 6 : Qui devrait être responsable de la réduction de la pollution ? | Sénégal | 2022**



**Question posée aux répondants :** À votre avis, qui devrait avoir la responsabilité principale de réduire la pollution et de garder votre communauté propre ?

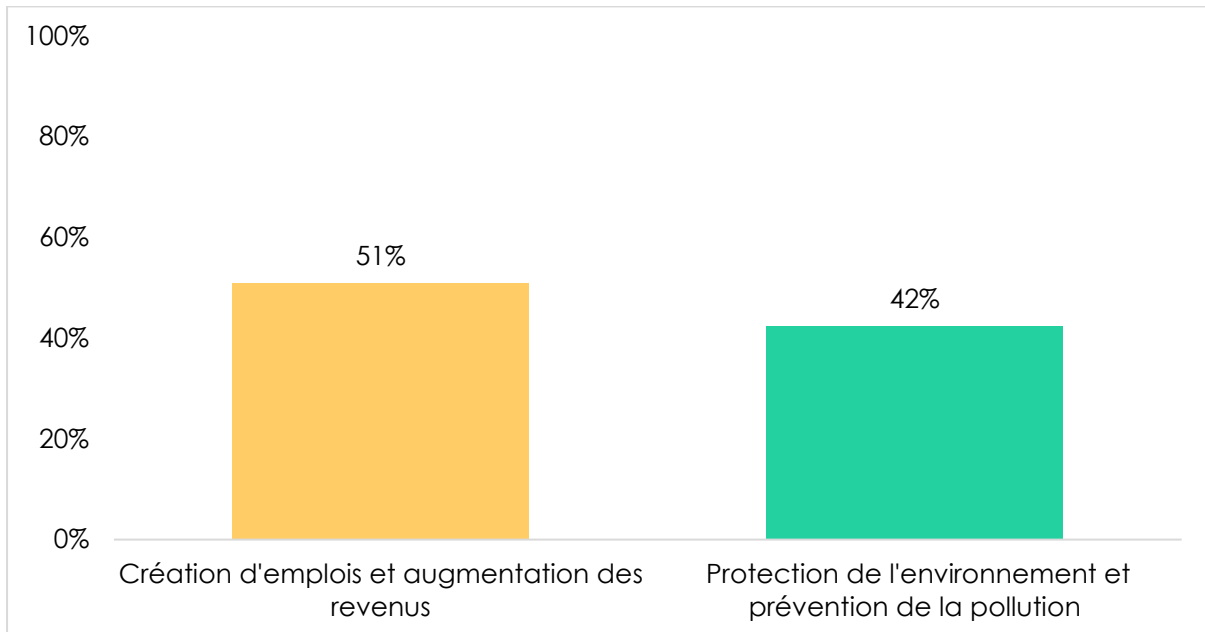
**Figure 7 : Le gouvernement devrait-il faire davantage pour limiter la pollution ? | Sénégal | 2022**



**Question posée aux répondants :** À votre avis, notre gouvernement devrait-il faire plus ou moins qu'il ne le fait actuellement pour limiter la pollution et protéger l'environnement dans ce pays ?

Bien que conscients de l'ampleur de la pollution et de la dégradation de l'environnement, plus de la moitié (51%) des Sénégalais accordent la priorité à la création d'emplois et des revenus aux dépens de l'environnement. Toutefois, un peu plus de quatre citoyens sur 10 (43%) pensent que le gouvernement devrait se concentrer sur la protection de l'environnement, même si cela signifie qu'il y aura moins d'emplois ou d'autres perturbations dans leur vie quotidienne (Figure 8).

**Figure 8 : Emploi vs. environnement** | Sénégal | 2022



**Question posée aux répondants :** Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?  
 Affirmation 1 : Le gouvernement devrait se concentrer sur la création d'emplois et l'augmentation des revenus, même si cela signifie une augmentation de la pollution ou d'autres dommages environnementaux.

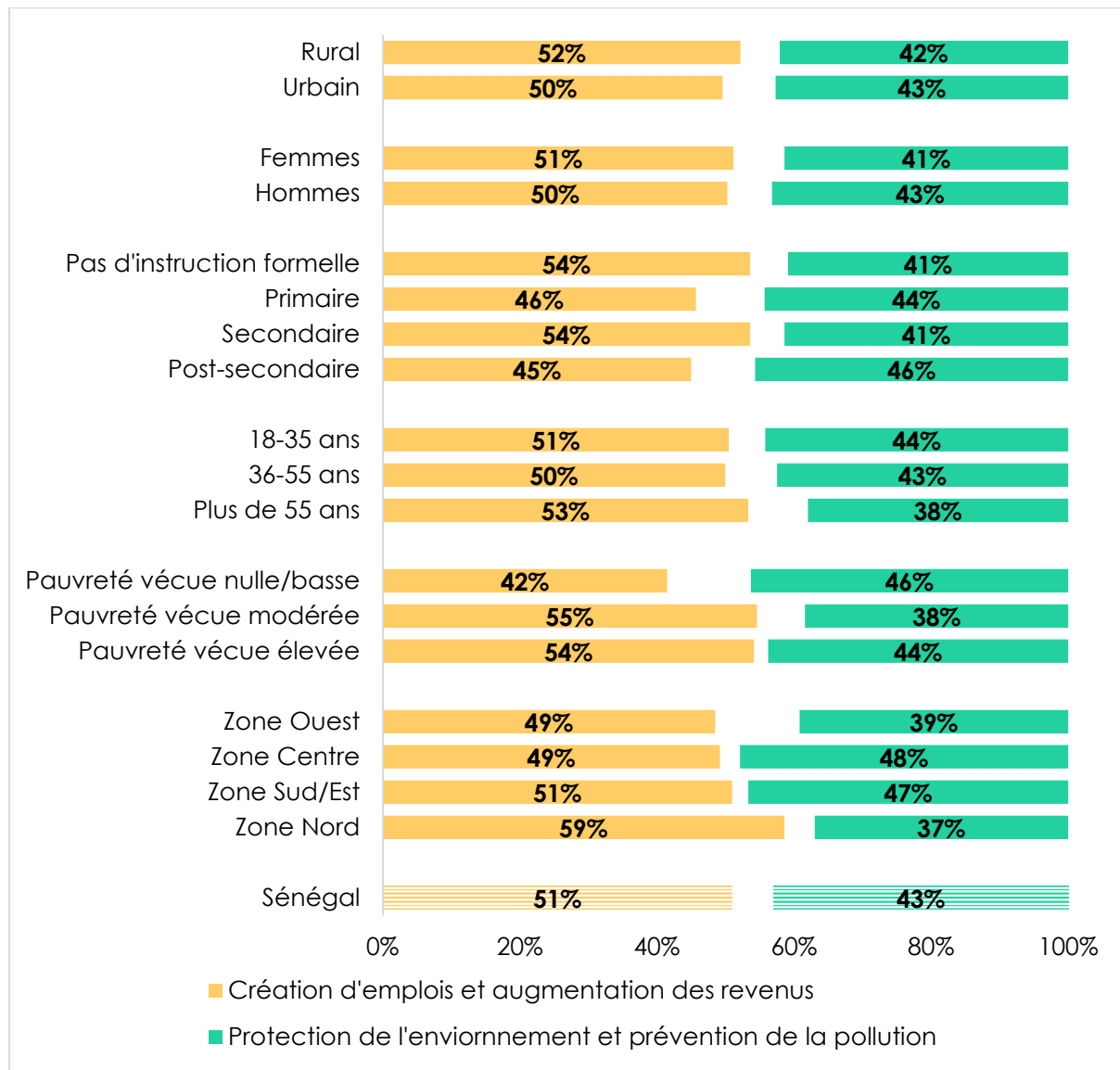
Affirmation 2 : Le gouvernement devrait se concentrer davantage sur la prévention de la pollution et la protection de l'environnement, même si cela signifie qu'il y aura moins d'emplois ou qu'il y aura d'autres perturbations dans notre vie quotidienne.

(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

Les répondants sans instruction formelle ou de niveau secondaire (54%), les plus âgés (53%), les moins nantis (54%-55%) et les résidents de la zone Nord (59%) sont plus susceptibles de donner la priorité à la création d'emplois plutôt qu'à la protection de l'environnement (Figure 9).

Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter notre outil d'analyse en ligne au [www.afrobarometer.org/online-data-analysis](http://www.afrobarometer.org/online-data-analysis).

**Figure 9 : Emplois vs. environnement** | par groupe démographique | Sénégal  
 | 2022



**Question posée aux répondants :** Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion ?  
 Affirmation 1 : Le gouvernement devrait se concentrer sur la création d'emplois et l'augmentation des revenus, même si cela signifie une augmentation de la pollution ou d'autres dommages environnementaux.

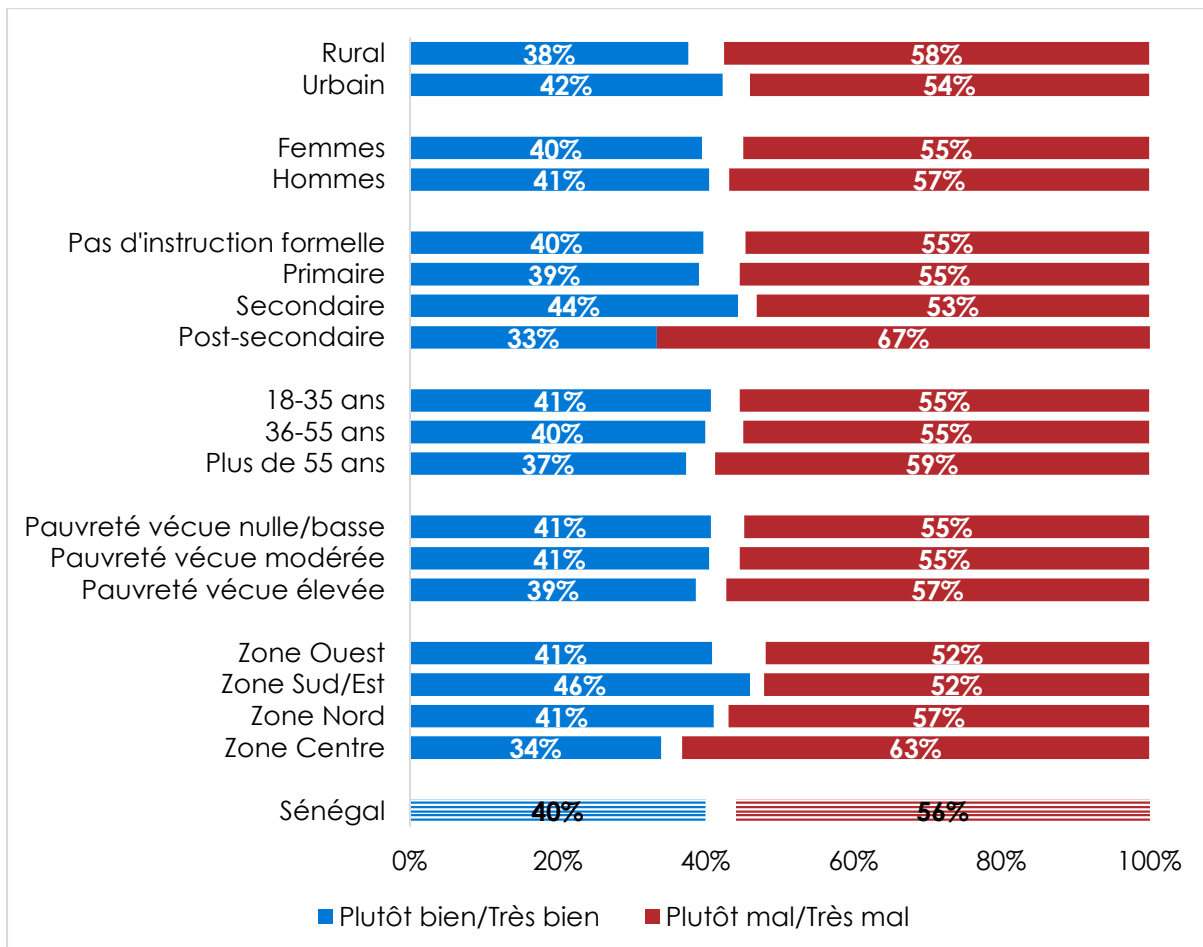
Affirmation 2 : Le gouvernement devrait se concentrer davantage sur la prévention de la pollution et la protection de l'environnement, même si cela signifie qu'il y aura moins d'emplois ou qu'il y aura d'autres perturbations dans notre vie quotidienne.

(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

La majorité (56%) des Sénégalais désapprouvent les efforts du gouvernement dans la réduction de la pollution et dans la protection de l'environnement (Figure 10). Les ruraux (58%), les habitants de la zone Centre (63%), les plus âgés (59%) et les plus instruits (67%) sont plus susceptibles de désapprouver les efforts du gouvernement en la matière.



**Figure 10 : Performance du gouvernement dans la réduction de la pollution et la protection de l'environnement | par groupe démographique | Sénégal | 2022**



**Question posée aux répondants :** Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond à la réduction de la pollution et la protection de l'environnement ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

### Extraction des ressources naturelles

Au Sénégal, le secteur de l'extraction contribue à environ 4% du produit intérieur brut du pays selon l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (2021). Mais l'extraction des ressources peut également être une source majeure de dommages environnementaux au niveau local.

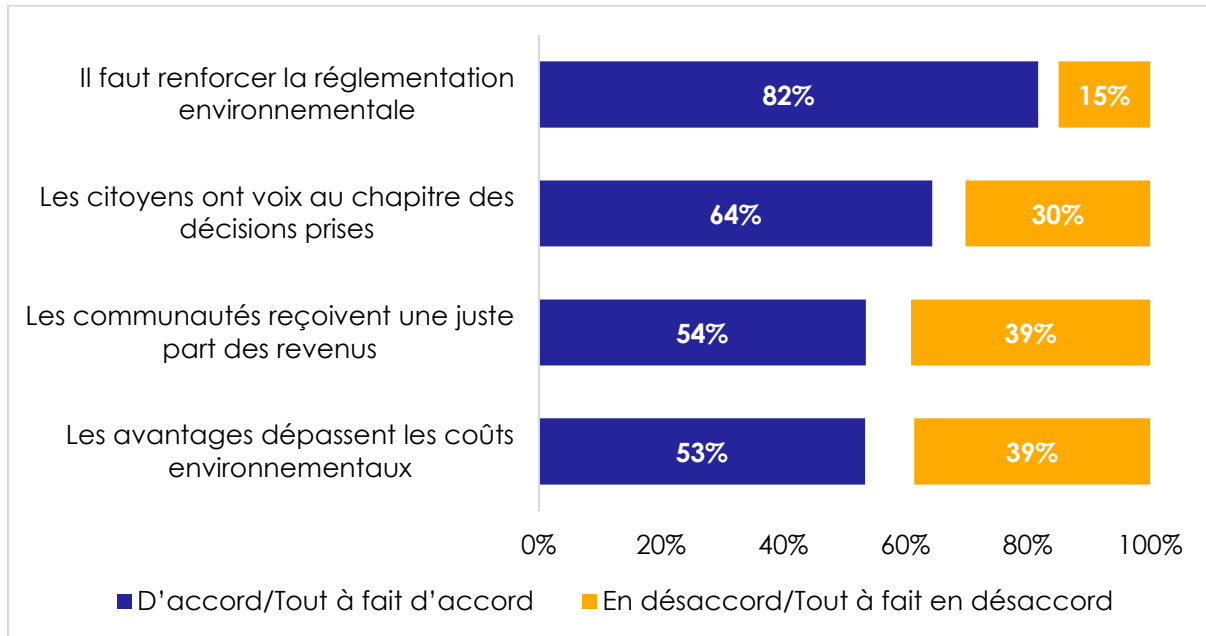
Plus de huit Sénégalais sur 10 (82%) souhaitent que l'extraction des ressources naturelles soit réglementée plus étroitement par le gouvernement afin de réduire les impacts négatifs sur l'environnement (Figure 11).

Cependant, la majorité des Sénégalais affirment que les citoyens ont leurs mots à dire dans les décisions concernant l'extraction des ressources naturelles (64%) et que les communautés locales reçoivent actuellement une juste part des revenus de l'extraction des ressources naturelles qui a lieu à proximité de leurs communautés (54%).

Aussi, plus de la moitié (53%) des Sénégalais sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » pour dire que, dans l'ensemble, les avantages que l'extraction des ressources naturelles apporte aux communautés, tels que les emplois et les revenus, l'emportent sur les impacts négatifs tels que la pollution. En revanche, quatre répondants sur 10 (39%) ne sont pas en

phase avec l'assertion selon laquelle les gains tirés de l'extraction des ressources naturelles sont supérieurs à leurs coûts environnementaux.

**Figure 11 : Extraction des ressources naturelles : Réglementations, coûts et avantages | Sénégal | 2022**



**Questions posées aux répondants :** L'extraction de ressources naturelles, comme l'exploitation minière, le forage pétrolier ou la récolte de bois, peut avoir des avantages, tels que la création d'emplois et la génération de revenus. Mais cela peut aussi poser des problèmes aux communautés voisines, comme la pollution ou la déforestation. Veuillez me dire si vous êtes d'accord ou en désaccord avec chacune des affirmations suivantes :

- En général, les avantages des activités d'extraction de ressources pour les communautés locales, tels que les emplois et les revenus, l'emportent sur les coûts, tels que la pollution ?*
- Dans ce pays, l'extraction des ressources naturelles devrait être réglementée plus étroitement par le gouvernement afin de réduire les impacts négatifs sur l'environnement ?*
- Les Sénégalais ordinaires ont actuellement voix au chapitre dans les décisions concernant l'extraction des ressources naturelles qui ont lieu près de leurs communautés ?*
- Les communautés locales reçoivent actuellement une juste part des revenus de l'extraction des ressources naturelles qui a lieu à proximité de leurs communautés ?*

## Conclusion

Les Sénégalais sont conscients de la gravité de la pollution environnementale. Ils reconnaissent que les sachets plastiques sont une source majeure de pollution. S'ils pensent que les citoyens ordinaires devraient être les premiers responsables dans la lutte contre la pollution, ils demandent aussi plus d'efforts de la part du gouvernement dans ce combat.

Par ailleurs, même s'ils s'accordent pour dire que les avantages de l'extraction des ressources naturelles l'emportent sur les impacts négatifs, ils souhaitent une réglementation plus étroite par le gouvernement afin de réduire les impacts négatifs sur l'environnement.

## Références

- Ba, B. S. (2019). Sénégal : L'exploitation des ressources naturelles sénégalaises : Une possible menace à l'environnement et à la santé publique. Lejecos. 23 avril.
- Centre de Suivi Ecologique. (2020). Rapport sur l'état de l'environnement au Sénégal.
- Dewast, L. (2019). 'Our children are gasping' - Senegal's toxic air battle. BBC. 9 avril.
- Direction de l'Environnement et des Etablissements Classés. (2022). Centre de gestion de la qualité de l'air.
- Dumas, L. R. (2019). Sénégal : Dakar étouffe sous la pollution atmosphérique et les encombrements. Franceinfo. 10 avril.
- Ehui, S. (2020). « Vous ne voyez que des ordures. Nous, nous voyons un trésor », ou pourquoi la gestion des déchets au Sénégal est un enjeu clé d'un développement durable. Banque Mondiale Blogs. 9 mars.
- Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives au Sénégal. (2021). Rapport ITIE 2020.
- Jenik, C. (2018). Les villes les plus polluées au monde. Statista. 29 octobre.
- Kane, M. (2019). L'environnement, une vraie priorité pour l'État du Sénégal. Au-senegal. 9 juillet.
- Mattes, R. (2020). Pauvreté vécue à la hausse en Afrique : Fin d'une décennie d'amélioration du niveau de vie. Document de Politique No. 62 d'Afrobarometer.
- Traore, H. (2021). Validation de la lettre de politique sectorielle : Le MEDD décline ses axes et programmes pour 2021-2025. Enquête+. 21 décembre.

**Abdoulaye Diagne** est professeur à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FASEG) à l'Université Cheikh Anta Diop (UCAD) de Dakar. Il est le directeur exécutif du Consortium pour la Recherche Economique et Sociale (CRES), partenaire national d'Afrobarometer au Sénégal. Email : [cres@cres-sn.org](mailto:cres@cres-sn.org).

**Mamadou Abdoulaye Diallo** est ingénieur statisticien économiste et assistant de recherche au CRES. Email : [mamadou.abdoulaye@cres-sn.org](mailto:mamadou.abdoulaye@cres-sn.org).

**Soukeyna Diallo** est doctorante à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar et coordonnatrice des enquêtes de terrain au CRES. Email : [s.diallo@cres-sn.org](mailto:s.diallo@cres-sn.org).

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'University of Nairobi au Kenya. Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain pour la Paix, de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation William et Flora Hewlett, de l'Union Européenne, du National Endowment for Democracy, de la Fondation Mastercard, de l'Agence de Coopération Internationale du Japon (JICA), de l'University of California San Diego, du Centre Mondial du Pluralisme, de la Banque Mondiale, de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda et de GIZ.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens africains. Veuillez penser à faire une contribution (à [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org)) ou contacter Felix Biga ([felixbiga@afrobarometer.org](mailto:felixbiga@afrobarometer.org)) ou Runyararo Munetsi ([runyararo@afrobarometer.org](mailto:runyararo@afrobarometer.org)) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org).

Suivez nos publications à #VoicesAfrica.



Dépêche No. 579 d'Afrobarometer | 30 novembre 2022